



Centre de ressources, d'expertise
et de performance sportive
Passion sportive, excellence éducative !

MARCHE DE TRAVAUX
PROCEDURE : MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE N° 2025-08
**Construction d'un mur de vitesse d'escalade en extérieur pour le CREPS PROVENCE
ALPES COTE d'AZUR SITE d'AIX-EN-PROVENCE**
**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Maître d'ouvrage :

REGION SUD Provence Alpes Côte d'Azur
27 place Jules Guesde - 13481 Marseille cedex 20

Maître d'ouvrage délégué et pouvoir adjudicateur :

CREPS Provence Alpes Côte d'Azur
62 Chemin du Viaduc
Pont de l'Arc CS 70445 13 098 AIX-EN-PROVENCE cedex 2
Téléphone : 04.42.93.80.02
SIRET : 19130189400017

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur

Monsieur le Directeur du CREPS Provence Alpes Côte d'Azur

SOMMAIRE

PREAMBULE RAPPEL DU CONTEXTE ET DE L'ETUDE DE FAISABILITE	3
1- OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	3
2- INTERVENANTS	4
3- DOCUMENTS CONTRACTUELS ET REGLEMENTATION	6
4- MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
5- DUREE DU CONTRAT – DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
6- PRIX ET REGLEMENT	8
7- PRIMES ET PENALITES	12
8- ASSURANCES	13
9- GARANTIES	14
10- RESILIATION	16
11- RECEPTION DES TRAVAUX -	16
12- CLAUSE DE REEXAMEN	18
13- LITIGES ET DIFFERENDS	19
14- DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	19

PREAMBULE CONTEXTE

Le CREPS Provence Alpes Côte d'Azur pour son site d'Aix-en-Provence a le projet de créer un mur d'escalade de vitesse de compétition internationale en extérieur selon les normes en vigueur de la fédération française de montagne et escalade.

Le CREPS Provence Alpes Côte d'Azur est mandaté par la Région Provence Alpes Côte d'Azur pour la réalisation de ces travaux. L'assistance à maîtrise d'ouvrage du CREPS pour ce projet est la Fédération Française de Montagne et Escalade (FFME).

Le bureau de contrôle est SOCOTEC.

Le CREPS avait dans un premier temps obtenu un permis de construire en date du 09/09/2024 pour réaliser un mur d'escalade de vitesse de compétition internationale.

Le projet avait fait l'objet d'une consultation 2025-04 mais le marché a été déclaré sans suite au motif d'une insuffisance de financement.

Dans un deuxième temps le CREPS a révisé le projet afin de réduire le coût. Le nouveau projet fait l'objet d'une demande de permis modificatif.

Ce nouveau projet est l'objet de la présente consultation.

Le projet sera réalisé sous réserve d'obtention du permis de construire modificatif et d'un financement suffisant.

3

1- OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la construction d'un mur d'escalade de vitesse en extérieur (côté nord du bâtiment Halle de sport, bâtiment L) et ne comprend pas le lot Gros œuvre-Fondations :

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et annexe.

1.2 Forme et étendue du marché

Il s'agit d'un marché passé sous forme de procédure adaptée en application des dispositions de l'article L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la commande publique.

1.3 Allotissement

Le présent marché est un lot unique

LOT 0 : Généralités

LOT UNIQUE : CHARPENTE METALLIQUE COUVERTURE BARDAGE MUR DE VITESSE

1.4 Lieu d'exécution

Les travaux ont lieu à l'adresse suivante :

CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR site d'Aix-en-Provence,

CCAP— MAPA N°2025-08 CONSTRUCTION D'UN MUR DE VITESSE D'ESCALADE EN EXTERIEUR POUR LE CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR SITE D'AIX EN PROVENCE

62 Chemin du Viaduc Pont de l'Arc.

1.5 Langue

Tous les documents écrits remis par le Titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

1.6 Visite du chantier

La visite du site est obligatoire (voir article 2.7 du RC). Le Titulaire est réputé connaître le lieu d'exécution, les caractéristiques et les contraintes inhérentes aux travaux.

1.7 Financement des travaux

Les travaux sont financés par la Région Provence Alpes Côte d'Azur, par l'Agence Nationale du Sport et par les fonds propres de l'établissement.

2- INTERVENANTS

2.1 Maîtrise d'ouvrage déléguée

La Région confie la maîtrise d'ouvrage au CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR, désigné ci-après « le **CREPS** » ou le « maître d'ouvrage ».

SIRET : 191 301 894 00017

Directeur du CREPS par intérim : Loïc GOURDON

Directeur adjoint du site : Loïc GOURDON

Responsable projet : David GODEFROY

Mail : david.godefroy@creps-paca.sports.gouv.fr

Contact administratif et marché : Laurence VOLAND

Mail: bap@creps-paca.sport.gouv.fr.

Responsable technique sur site : Sylvain PERRIN

Mail : sylvain.perrin@creps-paca.sports.gouv.fr.

2.2 Co-contractant du CREPS, désigné ci-après le « Titulaire »,

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne une personne physique habilitée à la représenter pour les besoins d'exécution du marché. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

2.3 Assistance à maîtrise d'ouvrage / maîtrise d'oeuvre

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est réalisée par la Fédération française de montagne et escalade.

8-10 quai de la Marne - 75019 PARIS Contact : Vincent MARATRAT Email : Vmaratrat@ffme.fr

La maîtrise d'oeuvre pour ce projet est le groupement SOLAIR/SERENDIP/MV ARCHITECTES.

SOLA.I.R 24 Route de Galice 13090 AIX EN PROVENCE Tél 04 42 26 41 17

Contact : Sylvie SIEGEL Email : sylvie.siegel@solair-aix.fr

2.4 Contrôleur technique

Le contrôleur technique est le bureau SOCOTEC.

2.5 Coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Un coordinateur SPS sera nommé ultérieurement si besoin.

2.6 Autres intervenants

Sans objet

2.7 Co-traitant

En cas groupement, le mandataire indiquera dans le formulaire DC1 (joint au DCE) s'il s'agit d'un groupement conjoint ou solidaire.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur, pour l'exécution du marché.

Le mandataire du groupement remet les offres et signe le marché uniquement s'il a été expressément habilité par le groupement dans la déclaration de candidature (DC1). Il coordonne les prestations dans le cadre de l'exécution du marché et assure la gestion administrative et financière. Il est le seul interlocuteur du CREPS.

Si le groupement est conjoint, le règlement est effectué à chacun des cotraitants. Si le groupement est solidaire, et si les prestations respectives des membres du groupement sont individualisables, le règlement peut être effectué sur des comptes distincts pour chacun des opérateurs. Dans le cas contraire, le versement des sommes dues n'est possible que sur un compte unique, ou sur le compte du mandataire s'il a été habilité à ce titre par les membres du groupement, à charge pour lui de reverser les sommes dues à chacun d'entre eux.

2.8 Sous-traitant

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du CREPS l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet au CREPS une déclaration de sous-traitance conformément à l'article R.2193-3 du code de la commande publique (DC4) par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Tout nouveau sous-traitant présenté en cours d'exécution devra justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières et être accepté par le pouvoir adjudicateur.

Le paiement direct du sous-traitant est obligatoire pour des prestations d'un montant supérieur à 600 TTC. Conformément aux dispositions relatives à l'auto-liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations réalisées. La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

Important :

CCAP— MAPA N°2025-08 CONSTRUCTION D'UN MUR DE VITESSE D'ESCALADE EN EXTERIEUR POUR LE CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR SITE D'AIX EN PROVENCE

Lorsque le sous-traitant est payé directement, le Titulaire est tenu lors de la demande d'acceptation d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

3- DOCUMENTS CONTRACTUELS ET REGLEMENTATION

3.1 Documents contractuels

Le marché est constitué des documents contractuels ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE), daté et signé
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), Annexe 1 de l'acte d'engagement signée
- Le Cahier des clauses techniques particulières et les éventuelles annexes paraphé et signé commun (CCTP 00 GENERALITES) et du lot unique (CCTP LOT UNIQUE).
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) paraphé et signé
- Le mémoire technique ;
- Les plans, notes de calcul
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 réputé connu et non fourni ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les fiches techniques
- Le planning d'exécution.

3.2 Règlementation

L'entreprise Titulaire devra se conformer aux stipulations décrites dans le CCTP.

4- MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Forme des notifications et informations

Le CREPS notifie au Titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception et essentiellement par message électronique comportant un accusé de lecture et de réception.

4.2 Accès au site

L'accès au chantier se fait par le portail livraison, chemin de La Guiramande 13090 Aix-en-Provence. Le Titulaire pourra bénéficier d'un code d'accès temporaire.

Pour toute demande d'autorisation particulière, le Titulaire devra contacter le responsable ou le gestionnaire du site

Dérogation de circulation : si le Titulaire prévoit un camion de transport impliquant un tonnage important ou des dimensions particulières le Titulaire devra demander au service de la voirie de la ville d'Aix-en-Provence une dérogation de circulation pour accéder par le Pont de la Guiramande (formulaire joint au DCE).

CCAP— MAPA N°2025-08 CONSTRUCTION D'UN MUR DE VITESSE D'ESCALADE EN EXTERIEUR POUR LE CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR SITE D'AIX EN PROVENCE

4.3 Dispositif sanitaire particulier le cas échéant

En cas de situation sanitaire particulière, le Titulaire devra respecter la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des travaux et indiquer au CREPS les mesures prises pour que les conditions d'intervention le soient dans le strict respect des préconisations gouvernementales.

4.4 Implantation des ouvrages, proximité de réseaux, ouvrages non repérés

Voir le CCTP.

4.5 Provenance, qualité, contrôle des matériaux et produits

Le Titulaire est tenu de présenter au CREPS dans son dossier les fiches techniques et labels des matériaux et fournitures et avant toute mise en oeuvre, les certificats ou factures de ses fournitures, garantissant leur origine, rapports des tests le cas échéant, garantie (voir CCTP).

Le Titulaire prendra toutes les dispositions pour assurer la parfaite conservation des matériaux et fournitures avant et après leur mise en oeuvre, et devra pouvoir répondre de leur état.

4.6 Préparation, coordination et exécution des travaux

Les entreprises devront être représentées à tous les rendez-vous de chantier demandés par le CREPS ou par l'assistant technique.

Toute absence du représentant qualifié du Titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué pourra être pénalisée (voir article 7 du CCAP-Primes et pénalités).

4.7 Registre de chantier

La tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

4.8 Contrôles et réception des travaux

Voir article 11 du CCAP et CCTP.

4.9 Clauses environnementales

Le Titulaire doit présenter les documents attestant de l'origine des matériaux (certifications et labels éventuels, lieux de production).

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG-Travaux. Aux fins de contrôle et de suivi, le Titulaire assure la traçabilité des déchets conformément à ce qu'il aura présenté dans son offre.

Le Titulaire doit être en mesure, à tout moment, de justifier la traçabilité de ses déchets.

Les sujétions de dépose, de réemploi, de tri et d'élimination des produits d'emballage, de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché. En cas de manquement du Titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif.

Le tri sélectif des déchets permet de séparer les différents matériaux composant le bâtiment en vue :

- D'une valorisation pour les produits recyclables
- D'un traitement approprié pour les produits considérés comme déchets spéciaux ou déchets ultimes.

4.10 Protection de la main d'œuvre

Le Titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale datant de moins de 6 mois.

4.11 Clause sociale

Le présent marché comporte une clause sociale comme critère d'attribution (voir article 5.2.1 du RC) et comme critère d'exécution.

Au titre de l'exécution, le Titulaire devra justifier les heures de travail réalisées avec du personnel en réinsertion ou en formation en fournissant un document attestant des heures de travail effectuées en « réinsertion » ou formation (facture reçue d'un organisme de réinsertion, contrat ou autre).

5- DUREE DU CONTRAT – DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Durée du marché

Le Titulaire s'engage à respecter le planning indiqué dans le dossier de consultation et dans son offre. Des pénalités sont prévues en cas de retard (voir article 7 du CCAP).

5.2 Prolongation du délai d'exécution

L'article 18 du CCAG Travaux s'applique.

6- PRIX ET REGLEMENT

6.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont des prix globaux et forfaitaires, sur la base de la proposition du Titulaire figurant dans le document Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) document annexé (Annexe 1) à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 10.11 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

6.2 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes pendant toute la durée du marché et actualisables suivant les modalités fixées au 6.2.1 et 6.2.2 du présent cahier.

Rappel : Un prix actualisable est un prix ferme qui peut être ajusté une seule fois pour refléter les variations économiques entre le moment où le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et le début d'exécution des prestations. Cette actualisation n'est appliquée que si ce délai dépasse trois mois.

6.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des plis soit le mois de décembre 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

6.2.2 Choix des index de référence

L'index de référence TP01 choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est le suivant :

TP01-: Index général travaux publics (base 2010) – Le Moniteur

Indice TP01 pour le mois d'août 2025 est 131,4.

$$P = P_0 \times [TP01(n-3)/TP01(n)]$$

P = prix actualisé HT

P₀ = prix initial HT

TP01(n-3) = c'est la valeur disponible de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins de 3 mois.

6.2.3 Modalités de variation des prix

Sans objet.

6.3 Modalités de règlement

Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R.2191-21 à R.2191-22 du Code de la commande Publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Présentation des demandes de paiement

Lorsque le Titulaire remet au CREPS une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement prennent la forme de projets de décompte et comportent les indications suivantes :

- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant, la date et le numéro du bon de commande
- Les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations exécutées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;

CCAP— MAPA N°2025-08 CONSTRUCTION D'UN MUR DE VITESSE D'ESCALADE EN EXTERIEUR POUR LE CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR SITE D'AIX EN PROVENCE

- Le montant total des prestations ;
 - Les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
 - En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
 - En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.
- Attention : Les situations transmises doivent impérativement respecter les lignes de l'offre de prix transmise.

Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CREPS PACA (SIRET n° 191 301 894 00017) ;
- Le code service : « AIX01 » ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CREPS).

10

Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au Titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande Publique.

Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande Publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande Publique relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.4 Avance

Le Titulaire d'un marché peut bénéficier d'une avance de droit lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois (R.2191-3 CCP 2019) sauf en cas de refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement.

L'avance sur le paiement des travaux peut être accordée au Titulaire, déduction faite, le cas échéant, du montant des prestations sous-traitées, conformément aux conditions fixées par les articles R2191-3 à R2191-19 du CCP. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial en € TTC.

Lorsque le Titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, le taux minimal de l'avance est porté à 10% :

Si l'entrepreneur accepte cette avance, il lui est demandé une garantie à première demande. Dans ce cas, l'avance ne pourra être mandatée qu'après constitution de cette garantie. Les deux parties peuvent s'accorder pour substituer à cette garantie une caution personnelle et solidaire.

Sous réserve des dispositions prévues ci-avant, le droit au paiement de l'avance est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par le Titulaire (ordre de service n°1) et mandaté dans un délai d'un mois après réception de la garantie à première demande.

Le remboursement de l'avance s'effectuera lorsque le montant de prestations exécutées au titre du marché atteindra 65 % du montant du marché toutes taxes comprises (articles R2191-11). Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant du marché toutes taxes comprises.

6.5 Paiement d'acomptes ou situations

Le Titulaire peut demander le versement d'acompte au fur et à mesure de l'avancement (situation 1, situation 2). Les factures correspondant à ces situations doivent être transmises au maître d'œuvre pour visa avant transmission au maître d'ouvrage.

6.6 Demande de paiement final

Demande de paiement final établi par le titulaire

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final (facture solde).

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le titulaire notifie son projet de décompte final, simultanément au maître d'oeuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le maître d'oeuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'oeuvre ou, en cas de désaccord entre le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage, par le maître d'ouvrage.

6.7 Cession et nantissement du marché

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues à l'article L.2191-8 et aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du Titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public, soit un certificat de cessibilité, également en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public.

7- PRIMES ET PENALITES

7.1 Primes

Il n'est pas prévu de prime.

7.2 Pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, et sont encourues du simple fait de la constatation de retard par l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire : le Titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du CREPS de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du Titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur le paiement final.

Pénalités pour non-respect des consignes de sécurité et du règlement intérieur du CREPS

En cas de non-respect des règles de sécurité relatives au chantier (de l'installation au repli), ou relatives à la sécurité incendie ou du règlement intérieur du site d'Aix-en-Provence, le Titulaire encourt une pénalité de 500 € HT par non-respect constaté.

Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de non-respect du planning le Titulaire encourt une pénalité journalière de : 500 € HT par jour de retard (dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux).

Le Titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, peu importe le montant sauf remise décidée par le pouvoir adjudicateur à l'issue de la réception du chantier.

Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du Titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 500 € HT.

Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard constaté dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier, le Titulaire encourt une pénalité de 500 € HT par jour calendaire de retard.

Pénalités liées à la remise des documents avant et après exécution

En cas de retard constaté dans la remise de documents avant le début d'exécution et après l'exécution des travaux le Titulaire encourt une pénalité de 500 € HT par jour calendaire de retard.

Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance (après commencement des travaux)

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant de 500 € HT par jour calendaire de retard.

Autres pénalités

En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître de l'ouvrage dans les 8 jours qui suivent la notification du marché ou suivant sa demande sous quelque forme que ce soit, il pourra être appliqué une retenue de 500 € HT par jour calendaire de retard jusqu'à la production des pièces.

Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Seuil d'exonération des pénalités :

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux le Titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, peu importe leur montant total.

8- ASSURANCES

Responsabilité

D'une manière générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le Titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le Titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de dommages causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance doivent couvrir de façon précise les prestations réalisées par l'entrepreneur. Le Titulaire justifie de son contrat d'assurance individuel de responsabilité civile par une attestation d'assurance précisant la nature et le montant des garanties.

Assurances de responsabilité décennale professionnelle

Le Titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité en cas de dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à sa destination, sauf si le Titulaire prouve que ces dommages proviennent d'une cause étrangère.

Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le Titulaire fournit une attestation entre le stade de l'attribution et la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le Titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le Titulaire mettant en oeuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du Titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, l'absence de notification par le CREPS.

9- GARANTIES

Lorsque le Titulaire du marché est un groupement solidaire, de même que si le Titulaire est un groupement conjoint avec mandataire solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Le point de départ des responsabilités au titre des garanties est fixé à la date de réception, ou pour l'ouvrage ayant fait l'objet d'une réception partielle, à la date d'effet de cette réception partielle.

9.1 - Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Pendant ce délai, le Titulaire doit exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise, remédier à tous les désordres signalés, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci. La réparation

CCAP— MAPA N°2025-08 CONSTRUCTION D'UN MUR DE VITESSE D'ESCALADE EN EXTERIEUR POUR LE CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR SITE D'AIX EN PROVENCE

des désordres signalés par le maître d'ouvrage s'effectue soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement.

A l'expiration du délai de garantie, le Titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, sous réserve de la prolongation éventuelle du délai de garantie selon les dispositions de l'article 44.2 du CCAG. Au cas où les travaux ne sont pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut décider de faire opposition à la libération des suretés.

9.2 Retenue de garantie

Une retenue de 5 % est appliquée sur le montant T.T.C. du marché public. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande ou, après validation expresse de l'acheteur, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions fixées aux articles L.2191-7 et R.2191-32 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie applicable aux petites et moyennes entreprises est de 3% (Décret 2024-1251 du 30/12/2024).

9.3 -Garantie de bon fonctionnement

La garantie de bon fonctionnement s'applique aux éléments qualifiés de dissociables pour une durée de deux ans à compter de sa réception.

9.4- Autre garantie

Le Titulaire joint dans son offre une attestation indiquant la durée de garantie qu'il propose pour la fourniture d'une part et pour la pose du revêtement d'autre part.

15

9.5 Dommages de travaux publics causés aux tiers ou aux usagers

Le Titulaire est responsable de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non subis par les tiers et les usagers, sachant que, pour l'application de la présente clause, le maître d'ouvrage peut être tiers par rapport au Titulaire.

A ce titre, le Titulaire garantit le maître d'ouvrage de toutes condamnations prononcées à son encontre (frais et dépens des instances inclus) même dans le cas où les dommages causés aux tiers et aux usagers n'étaient ni apparents ni connus à la date de réception sans réserve des travaux.

Le Titulaire assume seul, quelle que soit la cause, la responsabilité de jour comme de nuit, de tous les accidents et dommages, apparents ou non, résultant de son fait, de son matériel, de son personnel, de l'exécution des travaux, de la présence des chantiers, de défaut de signalisation, etc.

Cette responsabilité s'étend aux accidents et dommages causés à son personnel, aux tiers, aux agents du CREPS, aux biens meubles et immeubles.

9.6 Autre garantie

Ces travaux sont garantis contre tous vices de fabrication, pose et de mise en œuvre.

Les matériaux employés sont compatibles avec les normes françaises, européennes et du CCTP en vigueur.

10- RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-Travaux sont applicables dans toutes leurs dispositions, avec les précisions suivantes.

10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution du marché pour motif d'intérêt général. Dans ce cas le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé par à 5%.

10.2 Résiliation du marché pour faute du Titulaire

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 50.3 du CCAG Travaux, le maître de l'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire. Sauf dans les cas prévus aux g, i, k, et l de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

10.3 Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du Titulaire

Si une résiliation fait suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du Titulaire (art 50.1.1 et 50.1.3 du CCAG-Travaux), elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

10.4 Résiliation en cas de groupement

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 50.1.1 à 50.1.3 du CCAG-Travaux, les dispositions de ces articles sont applicables.

10.5 Résiliation pour refus de pièces en lien avec le code du travail

Le CREPS peut résilier le marché lorsque le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du Titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG Travaux

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues à l'article 52.4 du CCAG Travaux.

11- RECEPTION DES TRAVAUX -

11.1 Essais et contrôles des ouvrages avant la réception

Les travaux peuvent être contrôlés en cours de réalisation et avant la réception par le biais d'un bureau de contrôle ou tout autre personne mandatée par le CREPS ou le maître d'œuvre.

11.2 Procès-verbal de réception

CCAP— MAPA N°2025-08 CONSTRUCTION D'UN MUR DE VITESSE D'ESCALADE EN EXTERIEUR POUR LE CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR SITE D'AIX EN PROVENCE

Les travaux feront l'objet d'un procès-verbal des opérations préalables à la réception mentionnant le cas échéant des réserves.

La levée de réserves permettra ensuite d'établir un procès-verbal de réception.

11.3 Documents à fournir après exécution

En application de l'article 40 du CCAG Travaux, les entreprises constitueront le dossier des ouvrages exécutés (DOE) conforme à l'exécution qui sera composé notamment :

- des fiches techniques des matériaux et le cas échéant des équipements installés, avec indication de provenance (factures du fournisseur), les conditions de garantie des fabricants rattachés à ces équipements, le constat d'évacuation des déchets
- des plans d'ensemble, de récolement et de détails nécessités par l'exécution des ouvrages dans leur conception définitive
- les notes de calcul et descente de charge
- le décompte final et définitif

Ces documents seront transmis au maître d'ouvrage (au format PDF), au plus tard dans les 15 jours suivants la date de notification de la décision de réception des travaux.

La production de l'ensemble de ces documents, à la charge de l'entreprise, conditionnera le règlement pour solde du Titulaire indépendamment des pénalités de retard.

17

11.4 Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du Titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le Titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le Titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage et évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites chargés de les recevoir.

Le Titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il doit se conformer aux directives du coordonnateur S.P.S. quant à la manipulation des déchets et produits nécessaires à l'exécution des travaux. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.5 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans un délai de 8 jours à compter de la date de notification de la décision de réception, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG travaux.

CCAP— MAPA N°2025-08 CONSTRUCTION D'UN MUR DE VITESSE D'ESCALADE EN EXTERIEUR POUR LE CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR SITE D'AIX EN PROVENCE

Si le Titulaire ne se conformait pas à ses obligations relatives au nettoyage du chantier, la maîtrise d'ouvrage fera procéder au nettoyage du chantier par une entreprise spécialisée ; la dépense sera réglée par retenue du Titulaire.

12- CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux article L2194-1 et suivants du code de la Commande Publique, le marché pourra faire l'objet de modifications en cours d'exécution. Ces modifications ne pourront en aucun cas modifier la nature globale du contrat.

12.1 Prestations supplémentaires devenus nécessaires

Le marché pourra être modifié par voie d'avenant, lorsque des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial. Le montant de cette modification prévue à l'article R2194-2 du CCP ne pourra être supérieur à 50% du montant du marché initial.

12.2 Circonstances imprévues.

Le marché pourra être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances que l'acheteur ne pouvait prévoir. Ces modifications s'effectueront par décision de poursuivre, dans les conditions des articles R2194-3 et R2194-4 du CCP.

12.3 Substitution du Titulaire initial

Le marché pourra être modifié lorsqu'un nouveau Titulaire se substitue au Titulaire initial du marché dans les cas définis à l'article R2194-6 du CCP. Cette clause s'applique également aux cotraitants. Toutefois, cette modification ne pourra intervenir immédiatement après la conclusion du contrat et avant le début de l'exécution des prestations

La cession du contrat au profit d'un nouveau Titulaire est admise lorsqu'elle intervient à la suite d'une opération de restructuration purement interne de société, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du marché. Cette substitution suppose la conclusion d'un avenant de transfert.

12.4 Modifications non substantielles

Les modifications mineures et non substantielles seront subordonnées à l'émission d'une décision de poursuivre prise par l'acheteur.

12.5 Modifications de faible montant

Les modifications de faibles montant sont limitées à 15% du montant du marché initial pour les marchés de travaux conformément à l'article R2194-8 du code de la Commande Publique. Lorsque plusieurs modifications successives relevant de cet article sont effectuées, le montant cumulé est pris en compte. Ces modifications seront apportées par voie d'avenants.

13- LITIGES ET DIFFERENDS

13.1 Différends

En cas de différend, les acheteurs et le Titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles L.2197-1 à L.2197-7 et R.2197-1 à R.2197-25 du Code de la commande publique.

Le médiateur des entreprises, en tant que tierce partie sans pouvoir décisionnel, aide les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le comité consultatif compétent est le suivant :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Marseille

Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR) CCRA de Marseille

Préfecture de la région Provence Alpes Côte d'Azur

Place Félix Baret CS 8000113 282 Marseille cedex 06

Catherine Pietri CCRA de Marseille Tél : 04.84.35.45.54

13.2 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal Administratif de Marseille

22-24 rue Breteuil 13006 Marseille

courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Téléphone : 04 91 13 48 13.

19

14- DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

L'article 7.2 déroge à l'article 19.2 du CCAG-Travaux (pénalités).

L'article 8 déroge à l'article 8.1.3 du CCAG –Travaux (fourniture d'une police d'assurance).

Cachet et signature du Titulaire :